

LIBAN

# La journée de tous les dangers

**À minuit, le mandat du président Lahoud prend fin. Si le Parlement ne choisit pas un successeur, le Liban risque le chaos.**

• Interview: Catherine DEHAY

**Ward Vloeberghs, vous êtes spécialiste du Liban au Centre d'études des crises et conflits internationaux (CE-CRI) de l'UCL, comment le pays est-il dans une impasse totale?**

Les problèmes ont commencé en 2004 lorsque le mandat du président Lahoud a été prolongé de trois ans. Cette décision a engendré de fortes tensions entre les Syriens protecteurs de Lahoud et le camp du Premier ministre de l'époque Rafic Hariri, opposé à cette prorogation. On connaît la suite: des troubles majeurs avec des assassinats politiques, dont Hariri lui-même fut victime. Deux camps se sont formés dès sa mort. Les «14 mars», date d'une manifestation réclamant la fin de l'occupation syrienne, et les «8 mars», en référence à la mobilisation de centaines de milliers de personnes à Beyrouth à l'appel du Hezbollah. Les premiers représentent un courant pro-occidental, les seconds les forces dites pro-syriennes. Avec l'intervention israélienne de l'été 2006, tous les espoirs de redressement politique et économique ont été balayés. Le Hezbollah a tenté de monnayer sa victoire autoproclamée en exigeant une plus grande participation au pouvoir, ce que le gouvernement a refusé. Six ministres ont démissionné. Depuis, chacun a renforcé sa position, plongeant la vie publique dans un immobilisme total. Les ministères ne fonctionnent plus qu'erratiquement. Seule l'armée fonctionne encore mais elle a été lourdement mise à l'épreuve lors des combats contre le camp de réfugiés palestiniens de Nahr



**Le président pro-syrien Emile Lahoud** menace de nommer le chef de l'armée Premier ministre si un nouveau président n'est pas désigné.

al-Bared.

**On accuse souvent les ingérences étrangères?**

Le Liban est pris en otage par des intérêts qui le dépasse ainsi que par une méfiance réciproque des acteurs politiques locaux. Le problème de l'élection présidentielle, par exemple, est le prolongement du bras de fer entre les Etats-Unis et la France qui appuient la majorité et la Syrie et l'Iran qui soutiennent l'opposition.

**Sera-t-il possible de trouver un candidat de consensus ce vendredi?**

Une autre option est techniquement envisageable mais politiquement hasardeuse: c'est l'élection en dernière minute d'un président à la majorité simple par les députés des partis au pouvoir. Ceci dit, aux dernières nouvelles, la séance du Parlement pourrait même ne pas avoir lieu.

**Ce sera le plongeon dans l'inconnu?**

Oui, mais il y a quand même un précédent. En 1988, le mandat d'Amine Gemayel était arrivé à échéance et il a nommé le

général Aoun comme Premier ministre. S'appuyant sur ce précédent, Lahoud pourrait nommer un Premier ministre *ad interim*. On évoque le nom du général Michel Sleimane, le chef de l'armée. Le Premier ministre Fouad Siniora a d'ores et déjà mis en garde contre une telle manœuvre qu'il rejetera.

**Un tel scénario risque-t-il de plonger le pays dans la violence?**

Face au vide constitutionnel et institutionnel, rien n'est à exclure. Ces derniers mois, les partis et les milices, toutes confessions confondues, se sont réarmés. Des informations font état de nouvelles livraisons d'armes tant du côté gouvernemental que du Hezbollah. Des heurts se sont déjà produits faisant des victimes. Ce n'est pas anodin si le ministre de la Défense a suspendu, cette semaine, toute autorisation de porter des armes. Dans ce contexte, si un président n'est pas élu ce vendredi, la moindre prise de position peut avoir des conséquences dramatiques. En même temps, la volonté d'empêcher une nouvelle guerre civile reste très forte.